

Économie réelle ou virtuelle. Vers laquelle doit-on tendre ?

Respectable Loge, Tolérance et Liberté, Orient de Cambrai, Région 10

Mots-clefs : Dérégulation des marchés, Spéculations financières

Le constat

Aujourd'hui le marché régit d'une façon incontestable le monde économique. Depuis la fin de la guerre froide, une croissance continue du marché a favorisé un développement économique sans précédent des pays dont une des conséquences est une répartition inégale des gains de la croissance. Il y a des gagnants et des perdants. Certains deviennent de plus en plus riches, d'autres de plus en plus pauvres. Des écarts de toute nature se sont creusés.

Nous vivons dans une économie mondialisée dirigée par un capitalisme financier basé sur la spéculation. Notre système économique a été dérégulé par la main des financiers dont l'objectif principal est de gagner de plus en plus d'argent. Les fonds de pension, en spéculant massivement avec des moyens financiers très puissants par l'utilisation des outils de la bourse, dirigent indirectement l'économie mondiale.

On vit dans un monde hyper complexe où le quintal de blé va parfois être vendu 34 fois sur le marché de Boston avant de trouver sa destination finale.

La gestion financière a dérégulé le marché et créé des situations incohérentes et perturbantes. Il est devenu aujourd'hui difficile d'acheter local.

Notre économie n'est plus basée sur le travail comme auparavant mais sur une logique financière spéculative. Elle devient virtuelle en étant directement gérée et manipulée par des financiers. La crise actuelle a également révélé que la finance a un impact très négatif sur la gestion de notre système de santé. La gestion financière du secteur médical a pris le pas sur l'urgence sanitaire et la réalisation de l'acte médical. Le personnel médical ne peut plus exercer son activité dans de bonnes conditions.

Il ne faut cependant pas négliger le fait que notre système économique a réduit en partie les inégalités sociales du pays. Les richesses créées ont joué un rôle d'amortisseur social. Nous vivons dans un pays riche. C'est une évidence.

Réflexions et analyses

L'impact de la crise actuelle sur notre économie est considérable. Les fondements de notre système économique ont été durablement touchés. L'avenir de notre société mérite une réflexion rapide. D'autant plus que la crise de l'énergie qui arrive et la crise climatique déjà perceptible avec ses mouvements de population vont transformer durablement notre société.

Nous devons prendre conscience de ces bouleversements. Sommes-nous allés trop loin ? On doit se poser des questions sur ce qui se passe actuellement dans le domaine économique. L'économie n'est pas un jeu, c'est une base essentielle au développement. Mais pour cela il faut qu'elle soit bien comprise et que l'on utilise les outils aux bons endroits et avec les bons acteurs.

Les investisseurs, prenant des risques, ont besoin d'une économie réelle, ils n'attendent pas une croissance immédiate de leur investissement, mais ils vont privilégier la pérennité et assurer la continuité de l'économie en soutenant les secteurs qui apportent le plus de valeur. Le problème majeur aujourd'hui est de travailler avec de plus en plus d'intermédiaires entre le producteur créant de la richesse, et ceux qui vont distribuer les produits et services aux consommateurs avec un minimum d'investissement, un minimum de risques, mais avec un maximum de profits. Dans cette chaîne de valeur, le producteur devient l'acteur principal le moins rémunéré et le coût final du produit élaboré devient excessif et non concurrentiel sur le marché mondial.

Une des conséquences de la crise sanitaire sera l'augmentation de la pression fiscale exercée sur les acteurs économiques qui est de plus en plus contestée. La pression fiscale reste nécessaire dans un état développé. Mais elle est devenue aujourd'hui trop forte, obsolète et mal répartie

On peut se poser la question de l'utilisation de l'argent tirée de la pression fiscale pour laquelle notre pays détient la 1ère place au monde. Beaucoup d'inégalités sociales subsistent encore. L'État doit rendre des comptes.

Propositions

La vraie question aujourd'hui est celle de la régulation des marchés. Bien que le marché mondial soit désorganisé, il reste nécessaire et primordial pour notre économie. S'il n'y a plus de marché, il n'y a plus d'échanges économiques. Il faut redéfinir la notion de marché en relocalisant nos productions industrielles et en remettant en cause le dogme européen de la libre-concurrence non faussée qui fait de nous des otages d'un système complexe, interconnecté et fragile.

L'État doit pouvoir agir sur l'offre et la demande qui ne peuvent se réguler seules et automatiquement dans une économie libérale, sans avoir des conséquences néfastes (le fort survit et le faible disparaît). Aujourd'hui on est plus sur la stratégie que sur l'opérationnel. Une des propositions serait de taxer beaucoup plus les mouvements boursiers et les intermédiaires financiers non productifs et de redistribuer les cartes en redonnant 'une bouffée d'air' aux producteurs directs. Ces derniers pourraient ainsi distribuer un peu plus à ceux qui sont directement contributeurs de création de richesses, et d'investir plus pour pérenniser l'entreprise.

On peut imaginer également la création d'un circuit de production court par la suppression d'un ou plusieurs niveaux intermédiaires de la chaîne de valeur. Il faut bien se poser la question « qui crée la richesse ? » et donc qui mérite le plus ? Dans le principe il faut réajuster le ' curseur ' de manière à rééquilibrer la répartition des profits. Ne peut-on pas envisager la création d'un fond économique doté de moyens puissants et très importants qui appartiendrait aux acteurs économiques et serait utilisé pour gérer les crises ? Il faut impérativement que l'économie réelle reprenne la main sur la finance. Quelle est la bonne échelle pour solutionner les problèmes actuels ? La France seule ne peut rien, l'Europe non plus. Les problèmes sont mondiaux et doivent être réglés à l'échelle mondiale. Dans ce contexte économique, il ne faut pas oublier que le revenu universel inconditionnel pourrait constituer un vecteur puissant pour un aménagement de notre système économique et pour la mise en place d'un nouveau contrat social. Encore faut-il trouver la solution pour le financer.

La lutte contre la financiarisation de l'économie et la recréation de circuits productifs courts sont des points essentiels pour l'Après